

Toutes et tous ensemble amplifions le combat !

Edouard Philippe, en annonçant son projet de réforme universelle à points réussit la prouesse de mécontenter toutes les organisations syndicales, ainsi qu'une large majorité des français. Seul le patronat applaudit son intervention!

En effet, l'arbitrage du gouvernement, par rapport au projet initial, porté par Jean-Paul Delevoye, est bien pire !

Ce sera désormais une régression pour toutes les classes d'âge et toutes les professions.

C'est l'universalité par le bas !

C'est désormais la baisse des pensions et l'allongement de la durée au travail. Pour ceux qui en doutaient, plus d'hésitation : la mobilisation s'impose.

Tentant de répondre à l'angoisse des Français, le gouvernement brandit sa fameuse « règle d'or » empêchant miraculeusement la valeur du point de baisser. Or, elle sera soumise aux restrictions budgétaires. Ce sera désormais aux organisations syndicales et patronales de valider les injonctions de Bercy, sous contrôle du Parlement. La dernière régression, pour les privés d'emplois, découlant de la réforme d'assurance chômage en illustre les effets.

Les ressources du système seront plafonnées à 14% du PIB alors que la proportion de retraité-e-s va augmenter et le calcul des pensions sera fait sur l'ensemble de la carrière plutôt que les 25 meilleures années ou les six derniers mois pour la Fonction publique. Les pensions baisseront donc d'une manière ou d'une autre, c'est mathématique !

Comment accueillir positivement l'annonce d'une retraite de 1 000 euros comme une « conquête sociale », alors que cela revient à instaurer un montant de pension équivalent au seuil de pauvreté. C'est aujourd'hui la situation d'un tiers des retraités, quelle ambition !

La CGT revendique une pension minimum de 1 800 euros brut pour toutes et tous.

Alors qu'Edouard Philippe constate de « nouvelles » précarités, sa réforme condamne la jeunesse, les salarié-es en contrats précaires et les femmes à des retraites de misère. Il ne propose rien pour améliorer leur situation au travail, et se contente de prendre acte des inégalités salariales entre les femmes et les hommes.

**5 % d'augmentation
de la masse salariale du privé
= 18 milliards de cotisations**

**2,4 % d'emplois en plus
= 16 milliards de cotisations**

A l'inverse d'une réforme de « justice sociale » comme aime à la présenter le Premier ministre, 2/3 des français estiment que le système par points ne constitue pas une retraite juste et durable. **Salariés du privé, du public, avec ou**

sans régime spécial, avec carrières longues, toutes et tous sont perdants.

Pire ! La jeunesse est sacrifiée puisque le nouveau système s'appliquerait intégralement dès 2022 aux jeunes de 18 ans.

Suppressions des exonérations pour les entreprises du CAC 40 = 5,5 milliards d'euros

gagner car la seule suppression de l'âge pivot est un leurre dans lequel il ne faut pas tomber.

C'est projet contre projet, le gouvernement prépare une société où précarité et pauvreté seraient la norme.

Edouard Philippe agite l'épouvantail d'un âge pivot à 64 ans avec un malus de 10% entre 62 et 64 ans. C'est, bien entendu, faire travailler les gens plus longtemps. C'est tout simplement inacceptable !

Même en retirant cette mesure, la situation des pensionnés ne s'améliorerait pas. Il suffirait de jouer sur la valeur du point pour retrouver l'équilibre financier qu'ils ont fixé avec la règle des 14% du PIB. Les retraites seraient ainsi toujours aussi basses.

La CGT, quant à elle, propose un autre modèle social fondé sur la solidarité et l'amélioration des droits en confortant le système de retraite actuel : retraite à 60 ans ; taux de remplacement à 75% ; départs anticipés pour les situations de travail pénibles ; minimum de retraite à 1 800 euros brut.

Tout cela peut se financer en augmentant les salaires, en développant les emplois stables, en élargissant l'assiette des revenus soumis aux cotisations, et en mettant fin également aux milliards d'euros d'exonérations de cotisations.

C'est bien le retrait du système à points qu'il faut

**Ensemble, unis, plus forts nous pouvons gagner.
Alors amplifions les grèves et les manifestations le 17 décembre.**

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts.
Bulletin de contact et de syndicalisation

NOM : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Téléphone : _____ Courriel : _____
Age : _____ Profession : _____
Entreprise (nom et adresse) : _____



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 55 82 81 94, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr. **Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr**